

Dans une certaine mesure la même chose s'est produite au Tibet. Si les communistes chinois, en entrant au Tibet en 1951 avaient résolu la question sociale, il n'y aurait pas aujourd'hui de "problème tibétain" dans nos rangs, étant donné que la situation aurait été très claire pour tous les camarades. Tout le monde aurait alors compris l' "occupation" du Tibet comme un complément de la révolution chinoise.

Malheureusement les communistes chinois conclurent un accord avec le gouvernement local tibétain en 1951, contre les intérêts des masses laborieuses. Un tel accord aurait pu être justifié comme accord temporaire s'il avait été dicté par le rapport de forces national et international. Mais en réalité rien n'empêchait les Chinois d'introduire la révolution sociale au Tibet, si ce n'est leur propre conception opportuniste "des 5 principes de coexistence pacifique" qui, traduit dans le langage des faits, signifie leur soumission idéologique à la bureaucratie russe et leur désir effectif de neutraliser la bourgeoisie indienne.

Tout en protégeant les monastères et le revenu des monastères (Article 7 de "l'accord des 17 articles"), c'est-à-dire pour protéger ceux qui, selon le camarade Arya, devinrent la direction féodale d'un soulèvement national, l'accord violait les principes fondamentaux du communisme, également dans la question nationale. Lénine, qui sut allier la plus grande fermeté dans la question nationale avec un maximum de finesse, soulignait dans son projet initial pour les thèses sur la question nationale et coloniale pour le 2^e Congrès mondial de l'I.C. "la nécessité de lutter contre l'église et les autres forces réactionnaires et féodales qui ont de l'influence dans les pays arriérés". Et qui plus est, il exprima alors "la nécessité d'un soutien extrêmement efficace du mouvement paysan des pays arriérés contre les propriétaires terriens, contre le système de la grande propriété terrienne, contre toutes les formes et séquelles du féodalisme".

Les communistes chinois firent exactement le contraire. Ils soutinrent l'église et la propriété terrienne contre les masses paysannes. S'ils doivent être critiqués (et ils le doivent!) c'est pour ce rôle réactionnaire joué de 1951 jusqu'à 1959. En agissant ainsi, leur entrée au Tibet en 1951 contenait en vérité bien des éléments d'une "occupation" en dépit du caractère justifié de leur entrée.

Notre solidarité et notre sympathie pleines et entière vont, il ne peut y avoir là le moindre doute, aux masses tibétaines, qui furent cruellement exploitées et opprimées par leurs maîtres féodaux. Afin de donner une idée du caractère de cette exploitation et de cette oppression, nous publions dans ce Bulletin Intérieur un passage du livre au sujet de la question du Tibet (Pekin 1959) "Le servage cruel et arriéré au Tibet". En faisant connaître ces faits (en réalité avec l'intention de justifier l'écrasement du soulèvement armé féodal), la direction communiste chinoise -implicitement- fait une critique de son propre rôle au Tibet durant les années 1951-1959. Elle a pris la coresponsabilité de cette exploitation cruelle des masses tibétaines par son accord avec le gouvernement réactionnaire.

Pour les masses vivant dans de telles conditions, l'entrée de l'armée chinoise ne pouvait avoir d'autre signification que l'aube d'espairs nouveaux. En fait, elles attendaient la "confiscation des terres des lamas réfractaires" (pour prendre les termes du cam. Arya) étant donné qu'elles